

De Paris, à l'aube du jeudi 11 octobre 19  
Lettre n° 1.961

Monsieur,

Le gouvernement se réunira aujourd'hui en conseil de cabinet, afin d'examiner les textes d'application de la loi scolaire. Par ailleurs, un conseil interministériel se tiendra, sous la présidence de René Mayer, pour fixer les prix de la betterave, du sucre, du riz et des oléagineux d'outre-mer. De telles informations --complaisamment publiées hier au soir-- visent à donner une impression de ruche au travail, alors qu'il ne s'agit guère que du stérile et perpétuel mouvement de l'écuréouil dans sa cage.

Quelqu'un qui ne l'envoie pas dire à René Plevén, c'est Martinaud-Deplat. Le fait est grave, car il parle au nom du parti radical, en appelle aux décisions que prendra le congrès de ce parti, en fin de mois, et n'assigne plus au cabinet qu'une seule tâche : celle de préparer les voies de son successeur en réformant la Constitution. Vous avouerez que le propos est dur. En bonne logique, il est, au surplus, vrai. Mais la logique n'a pas toujours raison. L'opinion de Martinaud-Deplat est donc moins importante par sa valeur intrinsèque que parce qu'elle traduit la désaffection d'un des partis du gouvernement, ce qui laisse entrevoir que, parmi ses membres, des appétits s'aiguisent et des combinaisons s'échafaudent.

Revenons en aux prix qui seront, ou tout au moins devraient être, fixés aujourd'hui. Pour la betterave et pour le sucre, je vous ai exposé le problème successivement dans mes lettres des 2 et 4 octobre. Pour l'arachide, son prix sera basé sur celui du colza, pour lequel la décision est prise et non encore publiée de multiplier par 2,1 le cours du blé, sans la prime de modernisation. C'est donc, pour le ~~colza~~, la thèse du ministère des Finances qui a prévalu (mes "En vrac ..." du 4 octobre). L'arachide serait alors garantie dans les environs de 100 francs, mais le Ministre des Affaires Économiques voudrait l'abaisser entre 80 et 90 francs, cependant que la présidence du conseil appuie pour obtenir une huile à bon marché. Le ministère de la France d'outre-mer envisage de réclamer le rétablissement des droits de douane sur les arachides d'origine étrangère.

Encore qu'on ne décèle pas très bien pourquoi le gouvernement ne révèle pas tout de suite les décisions qu'il prend en cette matière, il est un autre prix qui est également fixé : celui de l'électricité. Avec en moyenne 12 % de hausse, affirme-t-on. Et ce, jusqu'au 1er février, date à partir de laquelle nous serons menacés d'une variation indiciaire dont la formule est à l'étude. En somme, une sorte d'échelle mobile du prix de l'électricité. Ce qui ferait --si c'est vrai-- que le gouvernement "aura bonne mine" quand il voudra s'opposer à l'échelle mobile en matière de salaires.

Ce qui ressort des longues polémiques auxquelles les membres du gouvernement se sont livrés et se livrent encore sur les prix, c'est l'indécision, la grande difficulté à conclure qui caractérisent ce cabinet. C'est le lot de ces formations qui n'ont pas de majorité et ne vivent que grâce au soutien des partis voisins. Mais les partis eux-mêmes sont divisés. C'est le cas pour le groupe paysan, dont certains chefs sont partisans, pour le second tour des cantonales, du désistement en faveur du R.P.F., alors que les autres n'en veulent entendre parler à aucun prix. Il m'est affirmé qu'Antier appartient au premier clan et Laurens au second.

- 2 - n° 1.961

La politique intérieure française n'est donc pas, actuellement, source de satisfaction. La politique internationale non plus. La conjoncture n'est pas sombre, mais elle est mouvante. En Allemagne, Grotewohl paraît bien décidé à faire toutes les concessions nécessaires pour que des négociations s'ouvrent sur l'unification. Adenauer paraît tout autant décidé à ne rien vouloir entendre. Mais la position du premier entraîne la majorité de l'opinion publique. Les négociations germano-alliées de Bonn, qui sont les préliminaires du réarmement de l'Allemagne occidentale, ne sont certainement pas près d'aboutir. D'autant plus que Dertinger, le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne orientale, confirmait hier, une fois de plus, que l'U.R.S.S. n'accepterait jamais la remilitarisation de l'Allemagne occidentale et que cet avertissement, donné à diverses reprises, ne peut tout de même pas être complètement négligé.

A Athènes, où ils viennent de parvenir, Bradley, Lechère et Slim ne savent à qui parler, car ils n'ont devant eux aucun gouvernement stable responsable, du fait que, un mois après les élections, la Chambre elle-même n'est encore pas définitivement établie. Par contre, à Ankara, on semble savoir ce qu'on veut et l'on insiste sur la nécessité de tenir l'Egypte et les nations arabes à l'écart de l'organisme de défense du Moyen-Orient. Ce n'est d'ailleurs pas l'avis des Américains, qui s'efforcent de rabibocher les choses et d'inclure le Caire dans ladite organisation de défense.

Moscou n'a donc pas à se plaindre des tendances de la conjoncture. Le réarmement européen se heurte à la faiblesse économique de l'Europe. La défense moyen-orientale butte sur le nationalisme arabe, à qui le différend permanent anglo-américain fait vraiment la partie trop belle. Le commerce avec les pays de l'Est se réveille un peu partout. En Angleterre, qui vient de signer un nouvel accord commercial avec Prague, pour la fourniture de sucre et de bois de construction; en Amérique latine, où le Brésil vient également d'accroître ses échanges avec la Tchécoslovaquie et qui prépare une opération analogue avec l'U.R.S.S., où le Chili s'apprête à en faire autant, les deux pays --Brésil et Chili-- réclamant des machines-outils soviétiques contre des produits nationaux (café, laine, etc...), à l'exclusion, dit-on, des matières stratégiques, encore que cette exclusion soit apposée à être rapidement transgressée.

Dans tout cet imbroglio, la Grande-Bretagne s'efforce de remonter la pente. Elle n'a pas dit son dernier mot à Téhéran, avec qui les négociations vont reprendre; ni, surtout, au Caire, où Farouk paraît bien moins intransigeant que son Premier ministre; ni encore en Jordanie, où le souverain Tallal vivra d'ici peu des jours difficiles (son frère, Naïef, est à Londres, ainsi que Glubb Pacha, "en visite privée"). Pas plus qu'aux Indes, où, d'ores et déjà, elle s'efforce de peser sur les élections qui se dérouleront en décembre prochain.

"Vous voulez de grands événements et des hommes médiocres; je préfère le contraire", disait Jean-Jacques Rousseau. Il n'aimerait pas notre époque.

paul dehème

11/10/51

TOUR D'HORIZON SUR LA SITUATION MONDIALE  
DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, DES TEXTILES ET DES CUIRS

Laine - Il faut signaler l'échec de la Conférence Internationale : les prix n'ont pas cessé de monter, les besoins n'ont pas été discutés. Mais il est apparu qu'en fait le déficit était moins important qu'on ne le pensait (7%). Une tendance à la baisse se précise actuellement. En France, la profession se débat actuellement au milieu de grandes difficultés, il faut qu'elle liquide ses stocks dans de mauvaises conditions, d'où des difficultés financières qui la gênent dans ses achats de matières premières. Devant une telle situation, convient-il de revoir la position restrictive prise à l'exportation ? D'autre part ne pourrait-on obtenir un assouplissement de la position des Banques en matière de crédit ?

Coton - Les prix s'affermisent par suite d'achats américains.

Cuir - Exportations de peaux de veaux et d'équidés. La Direction Technique et la Direction des Prix s'opposent à l'augmentation des contingents sur certains pays. Le ministre a décidé de ne pas augmenter ces contingents, de prendre pour base de départ les chiffres de 1951 et de voir ensuite par cas d'espèce. Par ailleurs, le ministre a donné pour instruction de s'efforcer d'inscrire dans les accords des contingents de cuirs tannés plus importants si possible.

Blé - Le marché mondial reste relativement bien approvisionné avec des stocks de report plus importants que ceux de l'année dernière. La nouvelle récolte est meilleure partout, excepté en Europe occidentale où elle restera inférieure à la moyenne. En France, il serait prématûr de dire si la récolte couvrira les besoins métropolitains, car les liaisons se déroulent actuellement à un rythme satisfaisant, mais les producteurs l'accélèrent peut-être dans la crainte d'une mauvaise conservation. Un problème se posera incontestablement pour l'Europe si des importations en \$ ne peuvent s'effectuer. Des demandes ont déjà été présentées à la France par l'Espagne, la Suède, les Pays-Bas, l'Egypte. L'ONIC souhaiterait que l'on puisse en réservier pour la Grande-Bretagne. D'après l'accord de Washington, nous sommes tenus d'exporter 110.000 T., cet engagement est à peu près tenu d'après les contingents déjà inscrits dans les accords, mais seuls comptent les contrats de vente.

Blé dur - Notre programme d'importation de 400.000 T. est à peu près réalisé.

Mais - Sur un programme de 700.000 T., 400.000 sont déjà réalisées. Pour le complément, des importations peuvent se réaliser sur l'Europe de l'Est, les U.S.A. et l'Argentine. L'ONIC préférerait acheter en \$, mais par suite de notre situation financière, il serait préférable d'acheter en Argentine, ce qui pose par contre une question de prix.

Orge - Les excédents de l'A.F.N. ne permettront pas d'exporter sur l'étranger ; ils couvriront les besoins de la Métropole.

Viande - La pénurie et la hausse des prix sont générales.

Produits laitiers - Les produits laitiers se trouvent maintenant en excédent dans tous les pays européens, Allemagne et Grande Bretagne exceptés, ce qui pose un problème européen.

Corps gras - Le marché mondial accuse des disponibilités croissantes en huiles, mais les prix restent à un coefficient élevé. Un risque de baisse brusque des prix pèse actuellement sur le marché. En France, les prix de la nouvelle campagne ne sont pas encore fixés ; des garanties de prix sont demandées pour le colza et pour les oléagineux coloniaux. L'Huilerie française traverse une période particulièrement difficile et a subi de grosses pertes : elle a acheté en début de campagne des arachides à prix très élevé.

Tour d'horizon sur la situation mondiale..... (2)

Sucre - Après avoir subi une tension due à des achats importants faits par les U.S.A. en vue de stockage, le marché mondial enregistre actuellement une détente encore que les prix restent supérieurs à ceux de la précédente campagne. Pour la prochaine, des prix normaux peuvent être escomptés si de nouveaux achats massifs ne viennent pas poser sur les cours. En France, une bonne récolte est attendue : 1,15 m<sup>o</sup> de tonnes, ce qui couvrira à peu près les besoins de l'Union Française si l'augmentation de consommation apparente de la dernière campagne ne se confirme pas. D'ores et déjà des crédits \$ ont été ouverts pour le Maroc.

Riz - Nous aurons certainement à importer du riz pour couvrir nos besoins. La récolte est escomptée à 40 ou 45.000 T., d'où un déficit de 30.000 T. à couvrir par des achats à l'étranger ou dans les T.O.M. (Madagascar et Indochine : 3 à 4.000 T. de riz de luxe ; Indochine prévisions de 15 à 20.000 T. de riz courant). Mais le problème de ces importations est purement financier. En effet, d'après le prix du riz de Camargue l'on détermine le prix le plus bas auquel nous pouvons acheter. Or, le prix du riz français n'est pas encore fixé, et nous n'aurons vraisemblablement pas de précisions avant novembre.

Brisures - Avant la guerre nous importions environ 200.000 T. de brisures qui allaient à l'alimentation du bétail. Ce circuit n'a pas été repris ; il serait souhaitable pourtant de rétablir un courant, car il permettrait d'économiser des \$ affectés à l'achat d'aliments du bétail. L'ONIC étudie la question.

EN BREF ET EN VRAC

La situation financière de la France au sein de l'U.E.P. s'affaiblit rapidement. Le solde crééditeur que nous avions accumulé, et qui avait atteint 200 millions de dollars, était réduit, au 1er octobre, à moins de 90 millions de \$. Cette situation est grave du fait que notre déficit est général à l'exception de la zone sterling. Les services officiels examinent la situation et prendront un certain nombre de mesures pour limiter nos dépenses. Dès à présent des mesures visant les échanges commerciaux franco-belges ont été adoptées. Le pays pour lequel la situation se posera le plus rapidement ensuite est l'Italie.

Un nouvel accord commercial hollando-suisse règle pour la période du 1er octobre 1951 au 30 septembre 1952 les échanges de marchandises non libérées dans le cadre de l'O.E.C.E. (Je tiens à votre disposition le texte de cet accord).

Bonn et Madrid ont signé un accord commercial complémentaire aux termes duquel le volume des échanges commerciaux entre les deux pays sera pendant l'année prochaine accru de 62 millions de dollars. Ce nouvel accord expirera comme le précédent au 30 septembre 1952. Ledit précédent accord portant sur les échanges de 48 millions de dollars. Les relations commerciales germano-espagnoles sont ainsi ramenées à leur niveau d'avant-guerre.

L'ACTIVITE INDUSTRIELLE PENDANT L'ETE 1951

Variation par rapport à l'été 1950	Branches d'activité	Tendance récente	Observations
Forte progression	(Aéronautique (Aluminium (Verre (Jute, lin (Textiles artificiels	progression - d° - - d° - - d° - stationnaire	Approvisionnements insuffisants
	(Caoutchouc (Papier	progression stationnaire	Approvisionnements insuffisants
Progression moyenne	(Industries chimiques (Bois (Soierie (Automobile (Constructions (Mécaniques	- d° - progression stationnaire - d° - progression	Haussse des prix
	(Sidérurgie (Ciment	stationnaire progression	Approvisionnements insuffisants
Faible progression	(Briques-tuiles (Savonnerie (Céramique (Bâtimont	stationnaire régression progression - d° -	Baisse des prix
Sans changement	(Coton (Confection	stationnaire régression	
Régression	(Laine (Tannerie (Chaussuros (Conserverie	régression stationnaire régression - d° -	Baisse des prix

E N V R A C et E N B R E F

-- Pflimlin reprend un projet de loi tendant à réprimer la vente illégale des marchandises ou denrées sur la voie publique et dans les lieux assimilés (n° 5.741- 1ère législature).

-- René Mayer a préparé un projet de décret relatif à la présentation des comptes des établissements publics de l'Etat, à caractère industriel et commercial, à la commission de vérification des comptes des entreprises.

-- Bacon reprend le projet de loi, déposé sous le n° 11458 sur le bureau de l'Assemblée (1ère législature), tendant à la ratification de la Convention internationale concernant le travail de nuit des femmes. Il agit de même en ce qui concerne le projet (n° 9294- 1ère législature), tendant à ratifier la Convention internationale concernant la protection du salaire. Idem pour le projet (n° 10825- 1ère législature), modifiant l'article 156 du Livre II du Code du Travail, relatif au paiement des indemnités de visite dues aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

(Je tiens les différents textes à votre disposition)

A PROPOS DU HAUT-CONSEIL DE L'UNION FRANÇAISE

Le Haut-Conseil de l'Union Française se réunira prochainement. Le côté original de la situation est que nul ne sait encore ce que sera exactement cette institution. Deux thèses principales d'affrontent. Selon l'une, le Haut-Conseil aurait pour mission, au cours de ses réunions périodiques, d'examiner en quelque sorte de haut la politique générale de l'Union Française et d'émettre des voeux ou des recommandations, à l'usage du gouvernement français et des gouvernements des Etats Associés. Ce serait donc un orgarnisme consultatif dont cependant les avis unanimes, donnés sur des problèmes d'ensemble, auraient du poids auprès des exécutifs intéressés. D'autant plus que certains des membres de ces exécutifs seront, de droit, membres du Haut-Conseil. Cette communauté de personnes n'est pas considérée par les partisans de la seconde thèse comme une garantie suffisante d'efficacité. Et surtout les attributions ainsi dévolues à cette instance suprême revêtent, à leurs yeux, un caractère restrictif qui heurte leur conception de l'Union Française. Pour eux, un Haut-Conseil consultatif signifierait qu'il y a la France et l'Union Française, c'est-à-dire une France qui n'aurait pas adhéré à ladite Union, mais qui la dirigerait. Au lieu de cela, ils souhaitent une France "dans" l'Union Française, une France intégrée, dont l'avis serait, par la nature des choses, prépondérant, mais qui, en droit, ne se reconnaîtrait qu'un partenaire parmi d'autres partenaires.

Dans cette hypothèse, le Haut-Conseil deviendrait une sorte de conférence impériale, voisine de celle du Commonwealth. Il tiendrait des réunions plénières périodiques, mais serait doté d'un secrétariat général permanent, groupant les délégués de la France et des Etats Associés et aurait, qu'on le reconnaisse explicitement ou non, un pouvoir exécutif de fait, sinon de droit. Intellectuellement, cette formule est séduisante. Mais les esprits métropolitains sont mal préparés à l'admettre. Elle postule une décentralisation politique qui choque les traditions françaises et le sens latin d'un Etat hiérarchisé dans l'espace comme dans les responsabilités. Pour aller au fond des choses, il faut reconnaître que, pour l'homme de la rue, dans la mesure où il a réfléchi à la question, le vocable d'Union Française comporte avant tout une signification sentimentale. Pour lui, l'Union Française se place sur le plan humain. Elle exprime le respect porté à la personne humaine, la reconnaissance des droits fondamentaux de cette dernière, sans distinction de race ni d'habitat. Mais le même Français moyen qui, s'il réside dans un des trente-six mille communes métropolitaines, trouve tout naturel d'être gouverné, non par son préfet, mais depuis Paris, s'étonnerait qu'un citoyen d'un point quelconque de la France d'Outre-mer voulût qu'il en fût autrement et que le pouvoir de décision échappât pour une part à l'autorité centrale. Il lui semblerait beaucoup plus logique que cette autorité centrale négocierait avec les autorités périphériques chacun des problèmes posés par les intérêts communs à l'ensemble. C'est, si l'on veut, l'opposition de deux concepts qui se font concurrence dans le langage de tous les jours : celui de la France d'Outre-Mer et celui de l'Union Française. Les milieux politiques sont, dans leur majorité, aussi mal préparés à souscrire à un Haut-Conseil à activités exécutives que l'opinion. À la tendance de cette dernière, ils ajoutent des arguments techniques. C'est ainsi qu'ils font remarquer que l'institution en cause ne peut jouir des pouvoirs exécutifs que la Constitution refuse au Président de la République, ou bien qu'en ce cas le Président de la République ne pourrait présider les travaux du Haut-Conseil. L'argument est, du reste, d'une portée limitée, puisque Vincent Auriol et ses prédécesseurs présidaient et ont présidé les conseils des ministres de la IIIème et de la IVème République sans que personne en prît ombrage. Mais surtout les spécialistes craignent qu'un Haut-Conseil, comportant une représentation permanente des Etats Associés, se substitue pratiquement au ministère des Etats Associés et au Haut-Commissariat en Indochine, dont les attributions seraient, dans ce cas, à peu près vidées de leur substance. La première réunion du Haut-Conseil, prochaine ou plus éloignée, sera donc pleine d'enseignements, puisque sa tâche initiale ne peut être que de se définir. Attendons !